



SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON

Conseil Syndical du 13 décembre 2024

Votants présents :

M. Jean GALAND, M. Jean-François BOUDIGUE, Mme Marie LARRUE, M. Jean-Yves ROSAZZA, M. Xavier DANEY, Mme Karine DESMOULIN, M. Cédric PAIN.

Un pouvoir est donné à M. Jean-François BOUDIGUE par M. Patrick DAVET.

Excusé(e)s :

Mme Corinne MARTINEZ, Mme Pascale GOT, M. Bruno LAFON, M. Vincent MAURIN, M. Patrick DAVET.

Assistaient à la réunion :

Mme Béatrice AURIENTIS, Mme Nelly DELEPINE, M. Éric COIGNAT, M. Alain BALLEREAU.

Président de séance :

M. Jean GALAND.

Secrétaire de séance :

M. Jean-François BOUDIGUE.

Assistaient également à la réunion :

M. Cyril CLEMENT (SMPBA), Mme Jocelyne SARRAUTE (SMPBA), M. Thierry DAVID (SMPBA).

Les convocations aux membres du Conseil Syndical ont été envoyées le 25 novembre 2024.

- Délibération n° : 26-2024

- Objet : Approbation de principe d'acquisition d'un terrain sur la commune de Biganos.

Le Conseil Syndical du SMPBA réuni ce jour, 13 décembre 2024, à Lanton approuve à l'unanimité la présente délibération.



SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON **Conseil Syndical du 13 décembre 2024**

Délibération n° : 26-2024

Objet : Approbation de principe pour l'acquisition d'un terrain sur la commune de Biganos.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes publiques,

Vu le Code des Transports,

Vu l'Arrêté Préfectoral du 11 juillet 2017 portant création du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon, ainsi que l'Arrêté Préfectoral du 31 mai 2024 portant modification des statuts du Syndicat Mixte,

Vu les délibérations 27-2020 et 28-2020 en date du 17 décembre 2020 qui valident l'intégration de la commune de Biganos au sein du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon,

Considérant le besoin d'aménager le port de Biganos en gérant notamment la circulation et le stationnement des véhicules ;

Considérant l'opportunité d'acquérir un terrain pour répondre à ce besoin ;

Doté d'une configuration et d'un patrimoine exceptionnels, le port de Biganos attire en permanence énormément de public. Avec ses cabanes aux multiples couleurs, ses berges aux nombreux bateaux de plaisance noyées dans la verdure et son positionnement géographique, il constitue un lieu de promenade très convoité. Sa mise à l'eau de canoës récemment refaite notamment exploitée par une entreprise très active densifie encore plus le flux de personnes et de véhicules alors que l'espace y est assez contraint.

L'opportunité récente d'acquisition d'un terrain privé sur le domaine communal permet d'envisager de nouvelles perspectives d'organisation de l'espace et notamment la circulation et le stationnement.

Cette délibération a pour objectif d'approuver le principe d'acquisition d'un terrain sur la commune de Biganos, d'autoriser le Président à engager les discussions sur les modalités d'intégration ainsi que les processus administratifs, techniques et juridiques conduisant à la reconnaissance de ce nouveau périmètre pour y réaliser des aires de stationnement végétalisées.

Décision :

Le Conseil Syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 13 décembre 2024 décide :

- D'approuver le principe d'acquisition d'un nouveau périmètre sur le port de Biganos ;

- D'autoriser le Président à engager les discussions sur les modalités d'intégration d'un nouveau périmètre sur le port de Biganos ainsi que les processus administratifs, techniques et juridiques conduisant à la reconnaissance de ce nouveau périmètre de compétence.
- De donner mandat au Président pour signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.

Fait et délibéré à Lanton, le 13 décembre 2024.

Le Secrétaire de Séance



Jean-François BOUDIGUE

Le Président du Syndicat Mixte
des Ports du Bassin d'Arcachon



Jean GALAND

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.